

Lundi 15 novembre 2010

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

La grève dans l'arsenal des travailleurs

Comme prévu, le pouvoir s'est offert un repoudrage sous la forme d'un remaniement ministériel. Au final quelques arrivées, départs et changements de postes. Bref, après plus de deux mois de mouvement contre la réforme des retraites, le train-train politicien reprendrait ses droits. Mais ce qui est sûr, c'est qu'avant d'être remanié, le gouvernement a bien été secoué par la grève.

Notre camp qui s'affirme

Secoué par ces millions d'entre nous qui, pendant deux mois, ont fait grève et sont descendus dans la rue. Et pas seulement contre la réforme des retraites. Preuve en sont les slogans des manifestations, dont un certain nombre attaquent plus généralement cette société qui tourne pour les capitalistes et les riches. Ou les revendications dans de nombreuses entreprises en grève, dont certaines raffineries, qui liaient les retraites aux salaires ou à l'emploi.

Secoué aussi par les travailleurs qui ont reconduit la grève, comme ceux de la SNCF ou des raffineries. Bien sûr, pour gagner, il aurait fallu que leur exemple fasse tache d'huile et que la grève devienne générale. Mais ils ont montré la voie par une grève « active », avec, partout en France, contacts, actions et assemblées générales entre grévistes de différents secteurs. Et à travers cela, des liens se sont noués entre travailleurs faisant partie d'entreprises différentes, mais faisant partie d'une même lutte.

Alors qu'en reste-t-il aujourd'hui, même si nous n'avons pas gagné ? Il en reste que nous ne nous sommes pas laissés faire et pouvons en être fiers. Après avoir subi les attaques pendant des années, une bonne partie de la classe ouvrière a pris conscience de la force sociale qu'elle représente. Il en reste l'expérience de la grève et les liens noués entre travailleurs de différentes entreprises, précieux pour les luttes de demain. Un premier tour de chauffe pour notre camp !

Les raisons de la colère restent

Car la réforme des retraites n'est qu'un épisode

de la guerre que mènent le patronat et le gouvernement contre le monde du travail. Une guerre qui prend la forme des licenciements et de la précarité depuis des années.

Ou encore des salaires qui, contrairement aux prix, n'en finissent plus de stagner. A cette stagnation, on ne peut répondre que par la lutte, pour au moins 300 euros en plus sur toutes les fiches de paye.

Après les retraites, la sécu !

C'est aussi au nom de cette guerre pour les profits que le gouvernement, si généreux en exonérations de charges envers ses amis patrons, lance contre les salariés sa dernière attaque en date : la loi sur le budget de la sécu.

A la clé, entre autres, des remboursements, dont certains touchent les personnes en maladie de longue durée. Avec pour conséquence l'augmentation des cotisations aux mutuelles.

Leurs solutions et les nôtres

La droite n'est pas la seule à remettre sur le devant de la scène les affaires politiciennes. A gauche, on a les yeux rivés sur 2012, en espérant capitaliser le récent mouvement dans les urnes. Ségolène Royal, par exemple, promet le retour au départ à la retraite à 60 ans... tout en étant d'accord avec la droite sur l'allongement de la durée de cotisations. Car, comme le dit si bien François Hollande, pour eux, « être à gauche ce n'est pas en promettre tant et plus ».

S'il y a une leçon à tirer du récent mouvement de grève, c'est bien que ceux qui préconisent la passivité et l'attente d'un « sauveur » électoral sont les pires conseillers qui soient.

C'est la grève qui a ébranlé le gouvernement et sa politique. Seul un mouvement massif, qui embrasserait l'ensemble de la classe ouvrière et non quelques secteurs-clés, est à même de le faire reculer. Les attaques du patronat et de son gouvernement continuent. La leçon peut resservir ... peut-être plus tôt qu'il n'y paraît.

L'aveu

Dans un flash info sur la maîtrise du temps de travail, la direction déclare vouloir « *mieux respecter la législation et les accords sur le temps de travail* ». C'est donc qu'elle ne les respecte pas.

Paroles, paroles...

Comme elle affirme vouloir « *mieux respecter la législation sur le temps de travail* », la direction pourrait commencer par compenser en temps ou en argent les déplacements professionnels des cadres comme le stipule le Code du Travail.

Halte aux suppressions d'emplois

Selon la CGT, la direction s'apprêterait à réduire encore les effectifs de fabrication des sites Renault et filiales en France. Malgré une réduction des effectifs de 10 % avec le PRV, Renault prévoirait de les réduire encore de 10 à 20 % d'ici 2013.

En fait il n'y a pas de sureffectifs, mais des délocalisations et une course à la productivité continues. Après avoir usé les ouvriers avec des cadences qui ne cessent d'augmenter, Renault s'en débarasse... pour en exploiter de plus jeunes dans des pays à bas salaires.

37,5 ans de cotisation, c'est suffisant !

Toujours selon la CGT, le plan de départs de Renault s'inspirerait de celui de Rhodia. En juin dernier, Rhodia a signé un accord permettant aux salariés qui auront au moins 58 ans fin 2011, de partir de 6 mois à 2 ans avant la retraite en fonction du nombre d'années passées en travail posté. C'est une certaine reconnaissance de la pénibilité.

C'est pourtant le MEDEF qui réclamait le recul de l'âge de la retraite et l'augmentation de la durée de cotisation. Cherchez l'erreur.

Diviser pour mieux régner

Le plan de départs de Renault ne concernerait pas l'ingénierie-tertiaire. A croire la direction, il n'y aurait pas de pénibilité dans l'ingénierie-tertiaire justifiant des départs anticipés, ni de surcharge de travail justifiant des embauches !?

Ici comme en Fab, les plus anciens ont bien mérité de partir et il faudrait davantage d'embauches que de départs pour remplacer ceux qui partent et réduire la charge de travail de ceux qui restent. Il faudra faire passer le message à la direction...

Pluie de millions

Nissan va contribuer aux résultats de Renault à hauteur de 403 millions d'euros pour le 3^{ème} trimestre 2010. Renault se porte bien. Il va falloir que ça se voit sur la fiche de paye et le plus vite possible !

Ca coule de ressource

L'enquête sur la qualité RH 2010 est censée mesurer le niveau de satisfaction des salariés sur les services fournis par la fonction RH. Mais pas besoin d'enquête pour mesurer que les RH sont là pour mettre en œuvre la politique de gestion du personnel décidée par la direction. Et pas pour répondre aux besoins des salariés, qui ne sont vus que comme des « ressources ».

Mieux vaut être sourd...

Les travaux de reprise de la toiture Est de la Ruche dureront au moins 4 mois. Mais selon la direction, les nuisances sonores provoquées sont désormais terminées. Ah bon ? C'est comme pour les autres nuisances : vibrations, passages dangereux à cause des travaux...

Le poids des maux

Dans l'article d'Entreprises et Carrières du 9 novembre sur « la prévention des risques psychosociaux au Technocentre », Bernard Ollivier, directeur des établissements Renault d'ingénierie et tertiaire « reconnaît qu'il reste des points de vigilance » : « *On doit encore travailler sur l'estime, le respect, la confiance et la reconnaissance* ».

Du travail en perspective en effet : il y a toujours du mal-être au TCR, des tentatives de suicide... Rien par contre sur la reconnaissance salariale.

Le pouvoir de dire non

Selon la législation, le salarié doit donner son accord pour que des formations puissent être débitées du CEF. Alors si vous ne voulez pas que les Métiers Days soient débités du CEF, dites NON.

Collection d'hiver : l'Etat Marocain habille Renault

Fin 2007, le premier ministre marocain Driss Jetou rencontrait Carlos Ghosn pour le convaincre d'implanter une usine à Tanger. Résultat, un projet d'investissement d'un milliard d'euros est lancé. « Fiscalité avantageuse, nouvelles infrastructures, subventions... Nous avons taillé un costume sur mesure à Renault », selon le ministre de l'industrie marocain, cité par L'expansion du mois d'octobre. Comme le fait que Renault Tanger ne sera pas soumis à l'impôt sur les bénéficiaires pendant 5 ans.

Quant aux salaires des ouvriers marocains, ils ne dépassent pas 5 € de l'heure. Et les risques de grèves sont jugés moins élevés qu'à Pitesti en Roumanie, depuis la grève Dacia. A voire... Car il y a fort à parier que les travailleurs marocains comprendront vite la musique comme leurs collègues roumains et qu'ils ne se laisseront pas exploiter sans rien dire.